

**NPA***l'étincelle**

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 13 septembre 2022

Face à la flambée des prix, ripostons bec et ongles pour nos salaires

Guerre, inflation, catastrophe climatique, risque de récession... Après la crise sanitaire, le capitalisme accumule les fléaux. Macron annonce désormais la « fin de l'abondance et de l'insouciance ». Chaque ministre y va de son « petit geste » pour éviter les coupures de courant cet hiver, et le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, nous invite à enfiler un pull pour baisser le chauffage. Manière toute d'arrogance de préparer l'offensive à venir contre le monde du travail !

Mais de quelle insouciance parle-t-on ? Celle des riches qui polluent la planète avec leurs jets privés ? Les 10 % les plus riches sont responsables de la moitié des émissions de CO2 mondiales. Ceux-là obtiennent des dérogations pour arroser leurs golfs en pleine sécheresse ou continuer d'acheter Ferrari ou Lamborghini quand on annonce l'interdiction des voitures thermiques en Europe en 2035.

Qu'importe si la planète brûle, si les inondations meurtrières succèdent à la canicule, particulièrement désastreuses dans les pays les plus pauvres, comme actuellement au Pakistan où elles ont fait plus de 1 300 morts. En France, l'Insee estime que 14 % de la population va connaître au moins vingt journées anormalement chaudes chaque été dans les décennies à venir. Les plus pauvres en subiront les pires conséquences avec des logements mal isolés. Les mêmes qui, en hiver, doivent choisir entre se chauffer ou manger.

Centimes pour les uns, milliards pour les autres

Côté abondance, le fromage n'est pas mieux partagé. Salaires et pensions ont fondu, et cela continue, face à une inflation qui atteint déjà 6 % sur un an. Les patrons trouvent toutes les excuses du monde pour monter les prix : invasion de l'Ukraine (mais la hausse de l'énergie avait commencé bien avant !), coûts de transport, pénurie de composants, etc. La réalité est que la hausse des prix alimente directement les profits. Au deuxième trimestre 2022, les grandes entreprises ont encore battu les records de dividendes versés à leurs actionnaires. Dans l'automobile, Stellantis (résultat de la fusion de PSA et Fiat-Chrysler) a augmenté ses bénéfices de 34 % au premier semestre 2022 par rapport à 2021, alors même que les ventes ont reculé.

Ce n'est qu'hypocrisie quand on entend parler de taxer les superprofits des compagnies pétrolières et du fret maritime. Jusqu'au chroniqueur au journal patronal Les Échos, qui découvrirait que cela « n'a rien d'incongru ni d'anormal a priori ». Si c'est pour accorder de nouvelles baisses d'impôt à l'ensemble des entreprises et tout juste mieux partager les profits entre patrons, la belle affaire !

L'urgence est à la hausse des salaires

La préoccupation du gouvernement est surtout d'empêcher une véritable hausse des salaires, d'éviter que le patronat ait à mettre la main à la poche ! Et c'est pour mettre toujours plus la pression sur les chômeurs, les obliger à accepter n'importe quel boulot précaire et sous payé qu'il annonce une énième réforme du chômage. Le patronat se plaint de la pénurie de main-d'œuvre dans l'industrie, le bâtiment, les bus, le personnel soignant... Qu'il augmente les salaires et améliore les conditions de travail !

Cette hausse des salaires indispensable face au coût de la vie, 300 ou 400 euros au moins pour rattraper leur retard par rapport aux hausses de prix, il faudra l'imposer au patronat. Les travailleurs anglais ont donné l'exemple, avec des grèves massives ces dernières semaines. En France, les grèves, nombreuses mais isolées au début de l'été, celles dans les transports en commun en cette rentrée, montrent que la colère est bien là. Il faut qu'elles se multiplient et s'unissent pour l'emporter.

Des directions syndicales appellent à la mobilisation le 29 septembre. Saisissons l'occasion pour que ce premier avertissement soit massif. Mais surtout préparons la suite : discutons entre nous et organisons-nous pour frapper tous ensemble le plus fort possible.

Vente à la découpe

La presse a révélé que la future filiale « Horse » de Renault pourrait être cédée pour 40 % au groupe chinois Geely Automobile Holdings et pour 20 % au trust pétrolier saoudien Aramco. Cette nouvelle partie de Monopoly financier international se joue bien sûr sous le contrôle de l'État, plus intéressé à la défense des profits qu'à l'avenir des salariés.

Car si Renault se débarrasse d'une bonne partie de son entité thermique, ce sont encore les travailleurs qui vont en faire les frais. Cette fois-ci, ce sont nos collègues roumains et espagnols qui doivent se sentir menacés par le projet du « magicien » De Meo qui transforme les suppressions de postes en dividendes pour les actionnaires. Mais que vont devenir aussi les salariés qui travaillent en France sur le thermique ? Face aux patrons voraces du monde entier, travailleurs de toutes les entreprises et de tous les pays, unissons-nous !

Et découpage de nos acquis

Sous prétexte du dépeçage de Renault entre Horse et Ampère et de l'introduction d'une nouvelle convention collective de la métallurgie, la direction de Renault a profité de l'été pour dénoncer 13 accords d'entreprise où étaient inscrits de nombreux acquis sociaux arrachés par les luttes passées des travailleurs de Renault. La direction et certains syndicats signataires d'un « accord de méthode » qui entérine la fin de ces accords et fixe le calendrier de négociation des nouveaux accords censés les remplacer, promettent un nouveau « socle social » plus « équitable » et « homogène » entre tous les sites et les filiales Renault en France... Un vrai conte de fée. Il faut plutôt s'attendre à un nivellement vers le bas et se préparer à nous mobiliser collectivement pour maintenir nos droits.

Y a de la marge... pour augmenter les salaires ?

Les derniers résultats de Renault ont réjoui les actionnaires : avec 4,7 % de marge opérationnelle en 2022, ils vont pouvoir recommencer à se gaver de profits. Les comptes de Renault souffrent un peu de la perte de sa filiale russe AvtoVAZ, mais avec la hausse des prix, les bénéfices montent alors que les ventes baissent. Le groupe aurait même 3 ans d'avance sur ses objectifs de rentabilité. Merci aux collègues mis à la porte sans ménagement de s'être sacrifiés pour les actionnaires. Selon De Meo « l'urgence est terminée » chez Renault, mais ce n'est pas le cas pour les salariés. L'urgence, c'est nos salaires. Et apparemment il y a de quoi les augmenter ! Alors n'attendons pas et exigeons ce qu'il nous faut pour vivre décemment avec l'inflation : 400 € de plus pour tous !

Infl'actions

Pendant que nos salaires réels reculent à cause de l'inflation, les dirigeants de Renault, eux, ne connaissent pas la crise. L'an dernier près de 2000 cadres dirigeants ou « à fort potentiels » ils se sont partagés 160 000 actions gratuites, soit 16 000 en moyenne chacun ! La

comparaison avec les 6 actions gratuites reçues pour chaque salarié a de quoi faire réfléchir...

Electricity dans l'air

A Renault Electricity Maubeuge (ex-MCA) la direction a décidé depuis août de refaire travailler une deuxième équipe. Problème : il faut trouver et former 600 paires de bras dans l'urgence... Un an après avoir viré le même nombre d'intérimaires en pleine crise sanitaire ! Et Luciano Biondo, le directeur du site, de faire des appels du pied aux ex-salariés pour qu'ils reviennent se faire exploiter avec des contrats toujours précaires payés 300 euros de moins, en leur faisant encore miroiter une embauche. Les ouvriers ne sont pas des balles de ping-pong !

Assurance-chômage : une attaque contre nous tous

Alors que le recul du chômage nous permet de revendiquer avec plus de chances de succès des hausses de salaire et de meilleures conditions de travail, Macron veut instaurer une nouvelle réforme de l'assurance-chômage pour baisser la durée et les montants d'indemnisation s'il y a des offres d'emploi non pourvues. La logique est claire : nous forcer à accepter n'importe quel boulot sous peine de perdre les allocations... et donc niveler les salaires vers le bas.

Fin de l'abondance ? Oui, régime sec pour les riches !

Le gouvernement, les patrons, à la radio, à la télé, c'est en boucle que l'on nous fait la liste des efforts qu'il faudrait commencer à faire contre le manque d'énergie cet hiver. Une manière de préparer les esprits à des sacrifices plus importants, au nom de la lutte nécessaire contre le réchauffement climatique ? Qu'à cela ne tienne, nous avons des idées. À commencer par contrôler les décollages de jets privés, ce que pourraient faire efficacement les travailleurs des aéroports. Comme ceux des chantiers navals pourraient maintenir à quai les yachts monstrueux qui vont tous passer cet hiver par la case chantiers navals. Quant aux magasins de luxe ou aux grands restaurants, inutilement éclairés et chauffés, il ne faudrait pas être beaucoup pour maintenir leurs portes closes et leurs lustres éteints.

Rentrée scolaire : profs et élèves dans la même galère

Pour la rentrée, l'Éducation nationale recherche des professeurs. Avec cinq ans d'études supérieures pour un salaire de 1 451 euros par mois la première année, les candidats ne se bousculent pas. Le ministère va devoir embaucher des milliers de contractuels. Déjà près de 10 % des profs du secondaire (collèges et lycées) sont dans cette situation : sans garantie d'être embauchés d'une année sur l'autre, ni même d'être payés pour les périodes de vacances, formés en quatre jours au mieux, sans savoir à l'avance à quelle classe on va enseigner. Histoire d'enseigner dès le plus jeune âge à quoi ressemble la précarité ?